

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Samuel H. Taylor et Robert W. Roberts (Eds.), *Theory and Practice of Community Social Work*, New York, Columbia University Press, 1985, 442 p.

Maria-Teresa Cao

Numéro 15 (55), printemps 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034446ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034446ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cao, M.-T. (1986). Compte rendu de [Samuel H. Taylor et Robert W. Roberts (Eds.), *Theory and Practice of Community Social Work*, New York, Columbia University Press, 1985, 442 p.] *International Review of Community Development* / *Revue internationale d'action communautaire*, (15), 168–170.
<https://doi.org/10.7202/1034446ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1986

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

encourager les sociologues à renouveler leurs propres formes d'écriture ? Le roman, la nouvelle ou le récit peuvent, selon les auteurs, communiquer de manière vivante, et très concrète, les résultats habituellement indigestes d'une recherche. Pourquoi alors refuser au nom de la sociologie de faire de la littérature, et au nom de la littérature de faire de la sociologie ? Quelques nouvelles, publiées par J.F. Laé à partir de ses enquêtes, ont déjà montré que le récit pouvait bien porter en même temps les faits et leur interprétation. *L'argent des pauvres* révèle une fois encore l'intérêt d'une telle démarche, mais en rencontre peut-être aussi certaines limites.

Lorsqu'il faut rassembler en quelques pages un ensemble complexe de phénomènes que l'on souhaite ne pas fondre les uns aux autres, raconter peut alors ne pas toujours assez expliquer. Conscients du problème, les auteurs ont ainsi choisi de dissocier chaque fois, événement après événement, un récit proprement dit de son commentaire. Ce parti est assez bien maîtrisé, mais demande au lecteur d'accepter de jouer le jeu.

Quelques annexes exposent ensuite, hélas bien trop brièvement, les contenus théoriques et méthodologiques de la recherche qui alimenta l'ouvrage. Nous ne pouvons que conseiller aux lecteurs spécialisés intéressés de consulter ensuite le rapport de recherche lui-même. L'analyse fouillée qu'il présente des productions et des échanges économiques en cités de transit, de leurs fonctions et de leurs significations, cette analyse constitue un apport réel à la connaissance de ce qu'on qualifie habituellement mais à tort d'« économie souterraine ». *L'argent des pauvres* aurait sans nul doute gagné à être étoffé dans sa partie proprement théorique, d'autant qu'elle reste de lecture facile. Les thèses avancées, au travers des récits, sur l'économie de la socialité, sur les connexions aux autres modes de pauvreté ou sur les relations concrètes aux institutions sociales, ne trouvent pas ainsi

leur expression théorique, alors que d'autres, plus communes pourtant, sont mieux étayées.

Cela n'altère cependant pas l'intérêt d'un ouvrage qui parvient à sensibiliser le curieux tout en invitant humblement les « spécialistes » de tout poil à une connaissance plurielle et respectueuse. *La rengaine actuelle sur l'identité tend à nous faire croire que nous devrions tous avoir un moi stable immobilisé par un*

coup de tampon officiel. Mais nous savons bien que pour les Blanchardins comme pour nous, ce n'est pas ça du tout l'identité, c'est bien plus, comme un clavier de synthétiseur, quelque chose dont on joue sur plusieurs registres, avec des touches qui changent suivant les moments ».

L'argent des pauvres sera utile à tous ceux qui parlent d'eux.

Samuel H. Taylor et Robert W. Roberts (Eds.), *Theory and Practice of Community Social Work*, New York, Columbia University Press, 1985, 442 p.

Maria-Teresa Cao, Institut d'urbanisme, Université de Montréal.

Les articles réunis dans ce volume esquissent un panorama des principales perspectives théoriques ainsi que des objets d'intervention majeurs dans la pratique du travail social communautaire d'aujourd'hui. En fournissant ainsi aux chercheurs et aux praticiens des éléments de réflexion, les éditeurs responsables ont voulu répondre aux critiques qui ont maintes fois déploré l'absence de cadre théorique dans ce domaine particulier du travail social.

Ce livre est donc un recueil de textes, produits majoritairement par des universitaires mais également par des praticiens qui oeuvrent aux États-Unis, au Canada, à Hong-Kong et en Israël. Les textes ont été regroupés en trois parties.

La première partie, à travers deux articles, présente un bilan des approches théoriques relatives aux pratiques communautaires en travail social. Ainsi le premier article, écrit par les éditeurs responsables du recueil, offre une vue d'ensemble de l'évolution de la théorie de la pratique communautaire. Ils qualifient cette théorie de fluide en raison de

la difficulté éprouvée à la saisir : car, à la question qu'ils s'étaient posée au départ, à savoir combien de modèles de pratique communautaire existe-t-il, ils n'ont pu apporter de réponse définitive. Ils parviennent néanmoins à identifier cinq approches (élaborées en détail dans la deuxième partie) représentatives de ce champ de pratique, quoique aucune d'elles ne leur apparaisse suffisamment articulée ou différenciée pour former un modèle représentatif de l'ensemble d'un processus d'action. Ils souhaitent que la pratique communautaire établisse ses domaines de spécialisation de manière plus pragmatique en fonction d'axes substantifs ou génériques, tels que les besoins sociaux, les populations ou groupes en cause et, enfin, les institutions, de préférence à la spécialisation qui prévaut en ce moment et qui s'articule aux méthodes de travail.

Le deuxième article de cette première partie est de Carel B. Germain. Il présente une application de la perspective écologique au travail social en mettant l'accent sur les théories de l'écologie

humaine, des systèmes et de l'échange. Dans ce cadre, sont approfondies deux notions centrales reliées au concept de relations environnementales : premièrement, la notion d'habitat, laquelle fait référence au lieu où sont localisés les organismes (l'auteur nous rappelle alors qu'un habitat qui ne répond pas aux besoins intégraux des individus et des groupes qui s'y trouvent affecte leur fonctionnement de manière néfaste) ; et, deuxièmement, la notion de niche qui, dans le champ écologique, signifie la position de l'organisme dans le réseau de la vie, laquelle, par ailleurs, transposée dans le domaine du travail social, évoque avant tout des catégories qui marginalisent et appauvrissent les individus qui y appartiennent (mère célibataire, décrocheur, chômeur chronique, patient desinstitutionnalisé, etc.). En somme, pour Germain, l'intervention communautaire ne doit pas seulement se concentrer sur l'individu, la famille ou le groupe, mais doit prendre en compte également les éléments propres à leur environnement.

La deuxième partie du livre réunit cinq textes qui illustrent, chacun à son tour, une orientation théorique dans la pratique du travail social communautaire. Le premier article, de Ben Lappin, perçoit l'approche du développement communautaire comme étant une approche qui découle de la notion de capacité, en anglais « enabling », qui signifie « rendre capable » ou « permettre de ». L'auteur montre comment le travail communautaire a pris naissance en se légitimant sur la base de cette notion ; celle-ci conférerait à l'intervention communautaire un caractère paternaliste et positiviste propre aux premières maisons de quartier (settlement houses) et agences de bien-être social (social welfare agencies). Autour des années 60, dans la foulée des mouvements de contestation de l'ordre établi qui surgirent surtout en milieu urbain, le rôle de l'animateur communautaire fut remis en cause : ainsi, de catalyseur neutre qu'il se prétendait être, il deve-

nait un militant au service des démunis (agitateur, intermédiaire ou activiste). Lappin souligne que, au bout du compte, le principal bénéficiaire du savoir-faire acquis par les militants fût précisément l'*establishment* contre lequel ils luttaient : en effet, comment ne pas voir un phénomène de récupération dans l'abandon du radicalisme chez beaucoup de militants et leur recyclage dans le monde des affaires ou les institutions gouvernementales.

Le deuxième texte, écrit par Paul A. Kurzman, présente une approche fondée sur le développement de programmes et la coordination de services. À partir de l'exemple d'un important organisme de levée de fonds, l'auteur montre comment, par l'introduction d'un élément nouveau, celui de permettre au donneur de diriger son don vers le groupe de son choix, 1) l'opération a été maximisée, 2) le rôle de coordonnateur de l'organisme a été sauvegardé et 3) les groupes non membres de l'organisme ont conservé leur autonomie tout en pouvant recevoir de l'aide financière.

Jack Rothman et Mayer N. Zald sont les auteurs du troisième article. Leur texte traite de l'inscription de la théorie de la planification dans le champ de la pratique communautaire. Dans un premier temps, la planification est définie comme étant une nécessité et une fonction de l'État moderne. Elle occupe dès lors une place, d'importance variable, tant dans les systèmes socialistes que capitalistes, et, dans ce dernier cas, elle se situe au cœur des politiques sociales propres à l'État-providence. Dans un deuxième temps, les auteurs se penchent sur l'évolution des théories de la planification, en prenant pour point de départ la théorie de la prise de décision rationnelle. Ils rappellent alors qu'elle représente un processus qui, basé sur les règles fondamentales de la logique, doit conduire à une solution optimale. Cette approche comporte néanmoins des limites, et la littérature en fait état depuis une vingtaine d'années. Pour Rothman et Zald, la théorie fait preuve

d'insuffisance face aux données suivantes : capacité limitée des instruments et des individus à recueillir les connaissances ; forces « irrationnelles » ou sociopolitiques qui minent la pureté analytique des décisions ; instabilité de l'environnement, qui échappe ainsi aux intentions de contrôle ; remise en question de l'expertise et du professionnalisme par les citoyens et les groupes ; et, finalement, désaccord croissant avec le caractère technocratique et anti-démocratique des interventions. Les auteurs passent ensuite en revue les théories de la planification qui ont émergé comme alternatives à la théorie de la prise de décision rationnelle : ainsi l'*incrémentalisme* procède par traitement graduel et approximatif d'une piste au départ exploratoire, et le produit constitue non pas la meilleure solution possible, mais un compromis entre les différents intérêts partisans ; la *planification transactionnelle* se concentre sur les personnes affectées par la décision plutôt que sur le processus politique, privilégiant par là la participation des citoyens et la décentralisation des structures ; l'*advocacy planning* qui représente probablement la forme alternative de planification la plus connue, consiste à mettre à la disposition des groupes marginaux et démunis le savoir-faire des professionnels ; enfin, la planification radicale qui est traversée par deux tendances ayant pour objectif commun le changement social, vise soit à construire une société nouvelle à travers de petits efforts dont l'impact est cumulatif, soit à critiquer la société dans son ensemble en vue d'accentuer la confrontation avec l'ordre établi. L'article se termine par un souhait, celui de voir s'élaborer des modèles hybrides au lieu de voir se poursuivre l'élaboration d'un modèle unique – unidimensionnel – qui restreint le raffinement dans l'analyse et les moyens d'action.

Écrit par Charles F. Grosser et Jacqueline Mondros, le quatrième article approfondit l'approche de l'action politique. Selon cette approche l'on cherche-

rait à préserver les fondements de la stabilité sociale que sont le pluralisme et la participation. De fait, elle agit par le biais de l'intégration sociale, puisque l'exclusion ou la marginalisation d'individus ou de groupes constituent une menace pour l'ordre établi. Une telle approche est, selon les auteurs, particulièrement pertinente à l'heure actuelle parce qu'elle aide à réagir contre la vague de conservatisme politique qui entraîne, entre autres, la réduction des budgets sociaux.

L'approche axée sur la liaison communautaire est développée dans le cinquième article par un des éditeurs responsables, Samuel H. Taylor. L'intérêt porté à la liaison communautaire participe d'une orientation plus holistique du travail social, à savoir la prise en compte à la fois des aspects personnels et environnementaux d'une situation. En fait, il s'agirait surtout d'une tendance vers une pratique généraliste de la part d'intervenants ayant traditionnellement axé leur démarche sur des objets spécifiques : ainsi les cliniciens tendent à intégrer à leur approche, basée sur le client, des formes de macro-pratique telles que l'administration et le développement de politiques.

La troisième partie du livre comprend six articles qui portent sur quelques objets d'intervention du travail social communautaire. Dans le premier article, Barbara Bryant Solomon traite de la particularité du travail social communautaire dans le contexte des minorités opprimées (Noirs, Hispaniques, Asiatiques et Amérindiens) et évalue ses impacts sur ces communautés. Elle conclut en signalant que le gain de pouvoir d'une communauté dépend du gain d'efficacité de la part des individus dans leur utilisation des ressources du système social.

Abraham Monk s'intéresse, pour sa part, à la pratique communautaire concernant les populations âgées. Il pose les différents problèmes auxquels sont confrontées ces populations et fait une revue critique des services qui leur sont

destinés.

Le troisième article, écrit par Madeleine R. Stoner, aborde la question de la pratique du travail social communautaire dans les milieux de la santé mentale. Elle présente l'évolution de la prise en charge de la santé mentale aux États-Unis ainsi que les différentes formes de pratique communautaire dans ce contexte.

Dans le quatrième article, Bruce S. Jansson et Ramon Salcido analysent le rôle spécifique de la pratique communautaire dans les soins de santé, pratique qu'ils perçoivent néanmoins comme étant marginale par rapport au système médical. Après avoir identifié quelques éléments majeurs de la problématique des soins de santé aux États-Unis, ils proposent des stratégies de réforme devant conduire à une accessibilité et une efficacité plus grandes de cette forme d'intervention.

Le cinquième article, de Geoffrey L. Pawson et Terry Russell, traite de la pratique communautaire dans le domaine des services sociaux destinés aux enfants. Après un historique des interventions, ils mentionnent les principaux enjeux de ce domaine d'intervention et présentent l'application de quelques modèles théoriques (lesquels ont préalablement été abordés dans la deuxième partie de ce volume).

Enfin, Kenneth L. Chau et Peter Hodge s'intéressent à la spécificité du travail social communautaire dans les pays du Tiers-Monde. Ils présentent un bilan de la situation actuelle, en termes d'enjeux et de problèmes, tout en considérant les modèles de pratique. Ils concluent par une appréciation des succès et des échecs de cette intervention.

Tout comme les autres recueils préparés précédemment par l'un des éditeurs responsables (Roberts : *Theories of Social Case Work*, 1970 ; *Théories of Social Work with Groups*, 1976), ce volume fournit des éléments pertinents à tous ceux et celles que les fondements théoriques de leur intervention intéressent. À cet égard, son principal

avantage est d'offrir une vision globale, pluraliste et nuancée du champ de la pratique du travail social communautaire. Aussi m'apparaît-il tout indiqué comme livre d'introduction – grâce notamment aux nombreuses références bibliographiques qui accompagnent chaque article. Le travail minutieux des éditeurs responsables est à souligner dans la mesure où ils sont parvenus à conférer à l'ouvrage beaucoup d'homogénéité et de cohérence.

Les articles retenus sont tous pertinents. De plus on y trouve des analyses stimulantes, voire des points de vue innovateurs, qui peuvent être heureusement transposés dans d'autres domaines reliés à l'action, tels que la planification ou l'éducation. On pourrait, cependant, reprocher à ce livre d'avoir opté pour un style trop « universitaire », qui risque d'écarter d'emblée toute une catégorie de lecteurs – en particulier, les clients des services sociaux décrits.